

Administration du pétrole—Loi

M. Horner: Que faites-vous pour assurer plus d'approvisionnement au centre du Canada? Voilà la question.

M. Macdonald (Rosedale): Nous parlons de ce que M. Getty semble préconiser, et que certains députés appuient. Il nuirait énormément aux députés des provinces de l'Atlantique de l'est du Canada et aussi d'autres régions que le prix de leur pétrole soit porté au niveau international. A mon avis ils devraient y penser à deux fois avant d'accepter l'étape numéro quatre, soit ce que M. Getty propose: le blocage du bill sur l'administration du pétrole.

Le cinquième point porte sur l'établissement d'une industrie pétrochimique en Ontario. J'espère que le représentant de Lambton-Kent ne croit pas que l'usine Petrosar devrait être construite dans le sud-ouest de l'Ontario parce que...

M. Andre: Mais où trouverez-vous le pétrole? C'est là le problème.

M. Macdonald (Rosedale): Il n'est pas vrai que le gouvernement fédéral veut construire une usine semblable d'abord en Ontario. C'est par suite d'une décision de la province que l'usine pétrochimique n'a pas été construite en Alberta. La décision concernant l'emplacement du projet de la Dow-Dome est en suspens depuis plusieurs années. Des pourparlers ont lieu avec la CIL, la Dow-Dome et d'autres sociétés, mais c'est au gouvernement de l'Alberta et non au fédéral qu'il appartient de décider où sera construite l'usine pétrochimique et quelles seront ses activités. Il est injuste de dire que c'est le fédéral qui décide, car cette décision relève de la compétence provinciale.

Si le représentant d'Edmonton-Strathcona croit que ce bill va susciter de l'antipathie à l'égard du centre du Canada—et je vois que le député de Lambton-Kent est assis devant lui—ne se rend-il pas compte qu'il se contredit par ses paroles mêmes? Nous parlons de politiques actuelles et futures destinées à aider toutes les régions du pays. Le député veut-il vraiment fonder sa politique sur cette antipathie envers la région que je représente avec d'autres députés? Il est à mon avis beaucoup trop intelligent pour défendre une telle politique et je suis certain que réflexion faite, il admettra qu'il se contredit.

M. Roche: Monsieur le président, nous venons d'être témoins d'une tactique caractéristique d'un ministre libéral qui utilise la division comme arme principale. Il a commencé par essayer de semer la division entre mes collègues albertains et moi-même en laissant entendre que j'avais une bien meilleure vision des choses et qu'il aimerait en discuter avec moi. Permettez-moi de lui dire que tout ce que je sais sur le pétrole, je le tiens de mes collègues albertains.

M. Faulkner: C'est là le problème.

M. Roche: Si le ministre en savait autant sur le pétrole que les députés de l'Alberta, le gouvernement ne s'en porterait pas plus mal, bien au contraire.

Le ministre applique aussi le principe "diviser pour régner". Il a essayé de faire croire que je m'opposais au centre du pays parce que j'ai parlé de la position de M.

[M. Macdonald (Rosedale).]

Getty. Permettez-moi de dire que M. Getty est bien capable de se défendre tout seul. Il faut replacer les mots que j'ai employés dans le contexte de la domination du pays par un gouvernement libéral s'appuyant sur de fortes provinces centrales. Voilà le problème. Nous, dans l'Ouest et dans les Maritimes, devons continuellement résister au gouvernement pour pouvoir nous développer. Ce développement sera impossible sous la domination et avec les principes centralistes d'un gouvernement mené par les libéraux à Ottawa.

Des voix: Oh, oh!

M. Roche: J'exhorte le ministre à réfuter les accusations faites par M. Getty et moi-même. Il a essayé de faire croire que nous étions opposés aux intérêts du Canada central. Ce n'est pas le cas, mais je suis opposé à toute forme de politique que l'on imposerait au pays tout entier et qui protégerait l'expansion de cette région aux dépens des emplois et des richesses naturelles de l'Ouest du Canada et des Maritimes. C'est là le problème.

Je suis allé, comme beaucoup de mes collègues, à la conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest, et je pourrais dire minute après minute ce qui s'y est passé, mais je ne veux pas monopoliser le temps du comité. Bien sûr, les libéraux sont arrivés avec une liste de propositions et on avait l'impression qu'ils s'engageaient à promouvoir le bien-être de l'Ouest du Canada. Vous savez ce qui est arrivé 18 mois plus tard. Le résultat de cette conférence est nul, plus que nul, si l'on tient compte du déblocage du tarif-marchandises des chemins de fer.

Dans sa réponse, le ministre n'a pas traité du problème essentiel, c'est-à-dire des moyens d'assurer au Canada central des approvisionnements en renforçant, dans l'Ouest, l'industrie extractive. Nous voulons mettre les ressources en valeur pour le bien de tout le Canada. Il ne peut y avoir ni mise en valeur ni prospection si les Canadiens n'ont pas confiance dans le gouvernement, si le gouvernement ne donne pas confiance et n'est pas prêt à négocier. Mon témoin principal est M. Getty, homme de grande réputation au Canada. Il a laissé les négociations à huis clos et lancé une attaque publique. C'est à cela que le ministre doit répondre.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): J'invoque le Règlement, monsieur le président. Ce débat continuera lundi, et la séance de demain sera consacrée à l'examen de la motion des voix et moyens sur le budget. Comme le ministre désire proposer plusieurs amendements techniques qui appellent des explications, ne pourrait-il pas nous les présenter maintenant pour que les députés puissent les étudier pendant la fin de semaine? De cette façon, nos interventions seraient plus valables. Le ministre est-il prêt à accepter cette proposition?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur le président, il y a plus d'une semaine, j'ai présenté des amendements aux députés; je leur en présenterai d'autres. Je serai heureux de les expliquer article par article.

M. Horner: Le ministre fait de l'obstruction systématique à son propre bill.

M. Macdonald (Rosedale): Pas du tout. Je veux aider.